servir des termes mêmes de l'autorité citée par l'auteur de la dissertation.

Il n'est pas nécessaire que l'officier qui prépare l'ordre de collocation ou de distribution connaisse les différentes mutations. Il colloque suivant les droits apparents des parties, tels que portés au certificat (C. P. C., art. 727), et c'est aux parties intéressées à faire valoir, par voie d'opposition ou autrement, leurs droits qui ne sont pas constatés au certificat. Je suis donc d'opinion qu'un Régistrateur, sur demande de la part du Shérif, lors d'un décret, ou de la part de tout autre individu, d'un certificat de privilèges et hypothèques grevant une propriété, ne doit pas mentionner, dans le dit certificat, les mutations de la propriété dont le prix et considérations ont été payés antérieurement, mais seulement les charges existantes au moment de la demande et grevant actuellement la dite propriété, sans tenir compte des dites mutations.

(Signé)

A. LACOSTE, C. R.

Montréal, 21 décembre 1887.

Honoraires \$15, payées.

III. OPINION DE C. A. GEOFFRION, C. R.

QUESTION : Un Régistrateur, sur demande, de la part du Shérif, lors d'un décret, ou de la part de tout autre individu, d'un certificat des privilèges et hypothèques grevant une propriété, doit-il mentionner dans le dit certificat les mutations de la propriété, dont les prix et considérations auront été payés antérieurement à la demande de certificat, ou bien seulement les charges existantes au jour de la vente dans le cas de décret judiciaire, et à la date du certificat dans le cas en second lieu mentionné ?

OPINION : Les articles 699, 700 du Code de Procédure, décident la question d'une manière formelle. en autant que le certificat à être fourni au Shérif est concerné. L'article 699 dit que le certificat requis mentionnera *les hypothèques dont chaque immeuble est grevé* et qui ont été enregistrees jusqu'au jour de la vente ; cet article comporte de plus que le terme *hypothèques*, employé quant à ce certificat, comprend tous les *privilèges et autres charges* affectant les immeubles. L'article 700 déclare que le *Régistrateur* ne doit pas *inclure les hypothèques, qui d'après ses livres paraissent avoir été éteintes ou déchargées en totalité*. Ces articles décrètent donc en termes clairs et